



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Microfinance
- Corruption

GEOGRAPHIES

- Mali
- Laos

ORGANISATIONS

- Fondations
- JBIC

DEBATS SUR L'AIDE ■ Achieving Turnaround in Fragile States ■ Rapport sur la coopération pour le développement
■ Prolifération and Fragmentation: Transactions Costs and the Value of Aid

A NE PAS MANQUER ■ Mondialisation : la grande rupture ■ Stratégie de l'ACDI sur le savoir au service du développement au moyen des technologies de l'information et des communications ■ Efficacité de l'aide internationale au développement : le point de vue d'un observateur du Sud

Editorial

Premier séminaire de haut niveau sur les biocarburants en Afrique

Addis-Abeba (Ethiopie) ■ 30 juillet - 1er août 2007

Lors du **Villème Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, réuni à Addis-Abeba en janvier 2007**, il a été proposé d'élaborer des politiques et des stratégies pour le développement des énergies propres, nouvelles et renouvelables, en particulier les biocarburants comme solutions alternatives aux hydrocarbures, en réponse à la hausse des prix du pétrole qui engendre des effets néfastes sur les économies des pays africains.

Dans ce contexte, l'Union Africaine, le Gouvernement brésilien et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ont décidé d'organiser conjointement ce séminaire auquel participeront des représentants des Gouvernements, des institutions scientifiques et technologiques, des secteurs du transport, de l'industrie, de l'agriculture, de l'environnement et des partenaires au développement.

L'ensemble des participants examineront les thèmes suivants :

- Pourquoi les biocarburants en Afrique ? Quel enjeu ? Comment ?
- Approvisionnement en produits de départ des biocarburants, questions liées à la sécurité alimentaire et à la stabilité sociale ;

- Vue d'ensemble des potentialités en biocarburants, défis et développement : expériences des pays et des sous-régions ;

- L'expérience brésilienne : de la période pro-alcool à nos jours, cadre d'action et de réglementation pour les biocarburants, programme bio-diesel ;

- Technologies de conversion en bio-énergie, bio-éthanol, bio-diesel, biogaz et gazéification ;

- Les perspectives de création d'un partenariat pour le développement de l'industrie des biocarburants en Afrique.

Ce séminaire vise à permettre aux décideurs, au secteur privé et aux représentants des institutions impliquées dans l'industrie des biocarburants d'être en mesure de prendre des décisions pertinentes sur le développement du secteur des biocarburants en Afrique. Cette réunion servira également de forum pour l'échange de connaissances sur le potentiel des biocarburants en Afrique et sur les défis connexes, en procédant à l'analyse des obstacles au transfert de technologies, au partage des expériences du Brésil et de l'Inde avec l'Afrique, ainsi qu'à l'élaboration de principes directeurs pour adoption par les Gouvernements africains.

Défis mondiaux

Corruption

L'ouvrage

Rapport mondial sur la corruption 2006

Transparency International, 2006, 426 p. - Cote TI-06.1

Ce rapport analyse les causes et les conséquences de la corruption dans le secteur de la santé, de l'influence de l'industrie pharmaceutique sur l'achat des fournitures et équipements médicaux au paiement des pots-de-vin dans les hôpitaux afin de faciliter l'accès aux soins de santé « gratuits ». Des études de cas évaluent les risques de corruption dans les différents systèmes de soins de santé. Des articles évaluent l'ampleur du mal : de la corruption à grande échelle au Costa Rica, à la contrefaçon pharmaceutique au Nigeria, en passant par la fraude dans les services de santé aux Etats-Unis. Des associations de professionnels du secteur de la santé et des responsables de l'industrie pharmaceutique eux-mêmes analysent la corruption dans les différents maillons de la chaîne de production pharmaceutique. Le rapport comprend aussi des articles détaillés sur l'état de la corruption dans 45 pays, par les sections nationales de Transparency International et d'autres spécialistes. Une sélection des plus récents travaux de recherche présente une cartographie des tendances de la corruption, les liens entre la corruption, la bonne gouvernance, et d'autres domaines politico-économiques.

Le rapport web

Business against corruption

The Global Impact, 2006, 185 p.

Le principe n° 10 du Pacte Global invite les entreprises à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les-pots-de vin. Cette dernière étape a été une initiative importante car la corruption empêche le développement des marchés, décourage l'investissement, augmente les coûts et prix de revient et fausse la règle du jeu. La corruption a un effet corrosif sur la démocratie et le bien-être général des nations. Elle mine, également, l'exé-

cution des autres principes tels que les droits de l'homme et les normes environnementales. Avec l'apparition de la convention des Nations Unies contre la corruption entrée en vigueur le 14 décembre 2005, le Pacte Global pouvait ajouter ce principe pour aider les entreprises, la société civile et les gouvernements à lutter contre ce fléau. C'est dans ce cadre que ce guide a été rédigé par le bureau du Pacte Global en association avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et la Criminalité. Présenté comme une étude de cas, il fait état d'efforts qui ont été observés dans un certain nombre d'exemples de lutte contre la corruption. Il illustre également les dilemmes auxquels ce processus s'est heurté. Cette publication s'intéresse principalement aux actions menées par des entreprises afin de favoriser un marché global intégré. En même temps, elle montre que le secteur privé ne peut pas résoudre ce problème à lui seul...

L'article

Corruption et allocation optimale de l'investissement public

De La Croix, D. ; Delavallade, C., *Revue économique*, n° 3, Vol. 58, 2006, 12 p.

Dans cet article, les auteurs examinent un des canaux par lesquels la corruption freine la croissance : la distorsion de l'investissement public en faveur de certains types de dépenses pour lesquels la recherche de rente est plus aisée et plus facilement dissimulée. Pour étudier cette distorsion, les auteurs proposent un modèle de croissance optimale où un planificateur choisit la composition des dépenses publiques sous une contrainte d'incitation qui reflète le choix des ménages entre activité productive et recherche de rente. Ils testent les implications du modèle pour un ensemble de pays en estimant un système d'équations avec variables instrumentales. Les pays qui ont un système juridique défaillant ont des niveaux de corruption plus élevés. Ils dépensent relativement plus en capital physique que dans l'éducation et la santé et ont un taux de croissance plus faible, en particulier si le pouvoir politique y est fortement concentré.

Défis mondiaux

Microfinance

L'ouvrage

La finance pour tous : construire des systèmes financiers inclusifs

Helms, B., 2006, 186 p. - Cote F7.010

Cet ouvrage présente la « nouvelle » vision de la microfinance. Il décrit les enseignements que le CGAP (Groupe consultatif d'assistance aux pauvres) et d'autres acteurs du milieu du développement ont pu tirer de la construction de systèmes financiers accessibles à tous. La situation du secteur de la microfinance est décrite dans son état actuel, les perspectives et les défis à venir. Ce livre permet de comprendre rapidement quelles sont les incidences pratiques de systèmes financiers accessibles à tous, en présentant un état des lieux de nos connaissances actuelles, de ce qu'il reste à découvrir et des moyens de s'informer de façon plus détaillée. En commençant par des questions essentielles sur les clients de la microfinance, l'ouvrage examine tous les échelons du système financier. Il illustre les interventions qui fonctionnent, celles qui sont sans effet, et décrit les domaines dans lesquels il faut parfaire les connaissances.

Le rapport web

MIX 2005-Top 100 des IMF dans le monde

Microfinance Information Exchange, INC, 2006, 20 p.

Le top 100 des Institutions de microfinance dans le monde met en exergue les 100 IMF les plus performantes pour les six catégories d'indicateurs suivantes : la portée, l'échelle, la rentabilité, l'efficience, la productivité et la qualité du portefeuille. Le classement complet des IMF les plus performantes se trouve à la fin de ce document. Cette nouvelle étude a montré une forte dispersion dans les résultats même au sein des principaux leaders de la microfinance. Bien que l'Amérique latine représente un tiers des IMF de ce classement, les IMF asiatiques dominent en terme de portée grâce aux quatre institutions géantes qui comptent chacune plus de trois millions d'emprunteurs. En terme de rentabilité, l'IMF leader est africaine et les autres IMF haut placées sont originaires d'Amérique latine et d'Europe de

L'AGENDA

- 9-11 juillet 2007 - Forum mondial sur la migration et le développement, Gouvernement belge et Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, Belgique
- 9 -27 juillet 2007 - Comité des droits de l'homme, HCDH, Genève, Suisse
- 25-27 juillet 2007 - Salon régional de l'industrie minière, de l'ingénierie et du transport, MINE-ENTRA, Centre Ziec, Bulawayo, Zimbabwe
- 12-18 août 2007 - Semaine mondiale de l'eau, Institut international de l'eau de Stockholm, Stockholm, Suède
- 1er-30 septembre 2007 - 1ère conférence sur la diversité zoogénétique, FAO-Interlaken, Suisse

l'Est. Le top 100 des IMF ne prend pas en compte les réajustements macroéconomiques avec lesquels évolue la structure, ni les sources de financement utilisées. Il est donc conseillé par le MIX d'utiliser les chiffres de ce rapport avec précaution et de retenir qu'un seul indicateur ne reflète pas les performances totales de l'IMF.

L'article

Microfinance et investissement rural : l'expérience de crédit-bail du réseau CECAM de Madagascar

Wampfler, B. ; Bouquet, E. ; Ralison, E., 2007, 36 p.

L'offre de crédit moyen terme reste un point d'achoppement majeur de la microfinance rurale. Les causes principales de ce rationnement de crédit résident dans : - Le manque global de ressources financières. Confrontée à une très forte demande de crédit, les institutions de microfinance parent au plus pressé et concentrent les ressources disponibles sur l'offre de crédit de court terme - Le manque de ressources « longues » adaptées au financement du crédit de moyen et long terme, engendré notamment par la difficulté de la microfinance de collecter l'épargne à terme - Le risque accru. Le financement du moyen et long terme portant sur des montants plus importants et des durées plus longues entraîne un niveau de risque supérieur et une difficulté de gérer ce risque par les mécanismes de garantie solidaire couramment utilisés par la microfinance.

Géographies

Mali

L'ouvrage

Mali : une démocratie à refonder

Cissé, A., 2006, 206 p. - Cote PML.010

L'édifice démocratique malien est fragile. Il peut s'écrouler à tout moment. La sagesse commande de le reconstruire en prenant grand soin d'éviter les vices de construction. C'est ce message et cette exigence qui sont traduits dans l'expression « refonder la démocratie malienne ». Pour entamer le voyage long et ardu qui doit conduire à cette démocratie « refondée », l'auteur offre aux lecteurs des « viatiques » sous la forme de quatre principes clés : libérer notre réflexion, sortir du piège des normes, interroger notre histoire, intégrer nos réalités dans nos analyses et nos choix. Sur la base de ces principes clés, il aborde la dimension technique et la dimension humaine de la réforme du système démocratique malien.

Le rapport web

La croissance est-elle pro-pauvres au Mali ?

Gunther, I. ; Marouni, M.-A. ; Raffinot, M., 2006, 89 p.

Depuis la dévaluation de 1994, la croissance au Mali se situe en moyenne à 5 % par an environ (soit la moitié en termes de revenu par tête du fait d'une fécondité qui reste extrêmement élevée et semble même continuer à progresser). La croissance se situe ainsi au-dessus de son niveau de long terme, mais continue à dépendre des aléas qui frappent le secteur rural (sécheresses, invasions acridiennes, inondations). La réduction de la pauvreté est restée extrêmement modeste. La dévaluation a considérablement accru l'incidence de la pauvreté, et la relance de la croissance n'a pas réussi à la réduire sensiblement. L'extrême pauvreté en revanche semble avoir quelque peu diminué et la croissance a été légèrement pro-pauvres. En revanche, l'amélioration globale des indicateurs sociaux

en termes d'éducation, de nutrition et de santé a surtout bénéficié aux non-pauvres. La forte inégalité des revenus au Mali est l'une des raisons de la faible élasticité de réduction de la pauvreté par rapport à la croissance. Les politiques de réduction de la pauvreté ont été axées jusqu'ici sur l'augmentation de l'offre de services sociaux (éducation, santé). Il n'est pas sûr que ceci puisse à court terme permettre une amélioration sensible du niveau de vie des pauvres. Pour accroître l'égalité des chances et réduire la pauvreté, il sera nécessaire de mettre en œuvre certaines formes de redistribution, ainsi qu'un accroissement de la productivité dans les secteurs des céréales pluviales et de fortes créations d'emplois en ville.

L'article

Organisation de la nouvelle Union nationale des coopératives de producteurs de coton au Mali

Inter réseaux, 2007, 4 p.

En prévision de la future privatisation de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT), l'État et ses partenaires ont jugé que les organisations de producteurs avait un statut juridique insuffisant pour mener des activités économiques basées sur le crédit. Aussi, pour exercer leurs nouvelles fonctions dans le cadre de la réforme de la filière coton au Mali, ces organisations se doivent d'être des structures fortes et crédibles, avec une vision stratégique de leur évolution, capables de discuter valablement avec les partenaires et d'apporter à leurs membres les services de qualité dont ils ont besoin. Il a été décidé de transformer les Associations Villageoises (AV) et les Associations de Producteurs de Coton (APC) existantes en zones cotonnières en Coopératives de Production de Coton (CPC). Ces dernières se sont organisées à différents niveaux territoriaux jusqu'au niveau national.

Géographies

Laos

L'ouvrage

Le Laos doux et amer : vingt-cinq ans de pratiques d'une ONG

Gentil, D., 2005, 342 p. - Cote PLA.011

Longtemps enclavé au cœur de l'Asie du Sud-Est, montagneux et peu peuplé, le Laos devient progressivement un Etat carrefour à la croisée des routes du Grand Mékong. Comment se réalise concrètement l'étrange alliance entre régime socialiste et libéralisme économique ? Quelles en sont les conséquences sociales et comment les populations s'en accommodent-elles ? Quel rôle joue l'aide internationale dans ce contexte et quelles sont ses limites ? Depuis vingt-cinq ans, le Comité de coopération avec le Laos (CCL) construit des partenariats avec ce pays. Ses membres ont suivi avec attention l'évolution de la situation économique et sociale, participé à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de projets de développement. A travers l'histoire et les pratiques de cette ONG, ses membres portent un regard lucide sur les réalités sociales de l'aide au développement, ses difficultés et ses transformations. Trois domaines sont plus particulièrement concernés ici : le développement rural, la santé et la formation supérieure.

Le rapport web

Historique des politiques d'aide au développement au Laos

Guégan, F., 2006, 17 p.

Cet article présente l'évolution de l'aide au développement au Laos de 1954 à 2005, des accords de Genève et la montée du Pathet Lao à l'entrée du pays dans l'ASEAN, en 1997. Le Laos est l'un des pays les plus pauvres d'Asie mais aussi l'un de ceux qui bénéficient le plus d'aides et ce depuis son accession à l'indépendance en 1954. Il est alors tout à fait intéressant de mettre à jour la politique d'aide au développement des Etats-Unis au sortir de la seconde Guerre Mondiale puis celle de l'URSS, notamment à partir de l'arrivée au pouvoir du Pathet Lao, parti communiste encore en place en 2006. Comme le montre François Guégan, l'aide au développement ne procède pas d'un élan de solidarité des pays dominants vers les pays pauvres mais elle est plutôt un outil d'influence au service

L'AGENDA

- 11-14 juillet 2007 - Conférence sur les études africaines, Aegis-Leiden, Pays-Bas
- 17-19 juillet 2007 - 408ème Comité du Fonds européen de développement (FED), Commission européenne, Bruxelles, Belgique
- 27-28 juillet 2007 - Conférence « National Innovation System Review of China » suivie d'un symposium pour le secteur des affaires « Globalisation of Research and Development » Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie, Pékin, Chine
- 25-28 août 2007 - Conférence internationale sur le développement durable et la gestion des ressources en eau en Palestine, UNESCO, Amman, Jordanie
- 28 août 2007 - 6ème salon de l'alimentation - SIAL Mercosur, Buenos Aires, Argentine

d'une politique extérieure. Se pose alors la question de l'avenir de ce pays qui a su, durant toute son histoire, préserver son identité à défaut de son indépendance.

L'article

Document cadre de partenariat France-Laos (2007-2011)

Ministère des Affaires étrangères (FRANCE), 2007, 13 p.

La RDP Lao est un pays enclavé au cœur de la péninsule indochinoise, d'une superficie de 236 800 km² et qui compte environ 5 700 000 habitants. Les $\frac{3}{4}$ du pays sont montagneux et seulement un cinquième des terres est cultivable. Classé dans la catégorie des pays les moins avancés avec un PIB par habitant de l'ordre de 400 \$ et plus de 31 % de la population en deçà du seuil de pauvreté national, le Laos est classé par le PNUD au 132ème rang mondial dans le rapport 2006 sur le développement humain (indice 0,553 contre 0,43 pour la moyenne des PMA). L'aide française intervient exclusivement sous forme de dons, qu'il s'agisse de l'aide projet, mode d'intervention dominant de l'aide programme ou de l'assistance technique. L'aide programme sera envisagée dans les secteurs où existent à la fois un cadre d'intervention structurant et des capacités au niveau du pilotage et de la mise en œuvre. Compte tenu des capacités nationales encore insuffisantes en matière de gestion de la dépense publique, il n'est pas envisagé, dans les cinq prochaines années du Document Cadre du Partenariat (DCP), d'intervenir sous forme d'aide budgétaire globalisée.

Organisations

Fondations

L'ouvrage

Ce qui motive les entreprises mécènes : philanthropie, investissement, responsabilité sociale ?

Seghers, V., 2007, 298 p. - Cote T2.199

Les multiples acteurs de la société civile, porteurs de projets culturels ou sociaux, sont plus que jamais en quête de partenaires qui les accompagnent et les soutiennent, alors que l'État et les collectivités ne peuvent plus assumer seuls le financement de l'intérêt général. Parallèlement, les entreprises, souvent impliquées dans des actions philanthropiques, se posent aujourd'hui la question plus large de leur « responsabilité sociale ». Quels projets peuvent mériter leur engagement et leur investissement, renforcer leur identité et leur rayonnement, mobiliser leurs équipes, souligner les valeurs qui les animent ? Cet ouvrage met en scène tous les acteurs concernés : entreprises, artistes, associations, ONG, salariés, syndicats, agences de notation, État, collectivités locales, journalistes...

Le rapport web

Fondations et recherche : fondations reconnues d'utilité publique, fondations de recherche, fondations de coopération scientifique

Paoli-Gagin, V. ; Vuillemin-Segarra, A., 2007, 169 p. - Cote R8.020

Cet ouvrage se focalise sur les fondations de recherche proprement dites, sur les fondations d'utilité publique dédiées à la recherche et sur les toutes nouvelles fondations de coopération scientifique. Les fondations de recherche, à l'instar de toute fondation reconnue d'utilité publique, sont sans but lucratif et tirent leur spécificité de leur objet, à savoir la recherche scientifique, qui recouvre l'ensemble des activités et des travaux scientifiques auxquels se livrent les chercheurs ainsi que leur valorisation.

L'article

Petits problèmes d'éthique : les étranges placements de la Fondation Gates

Internet, 2007, 5 p.

A la fin 2005, la Fondation Gates était dotée de 35 milliards de dollars, ce qui en faisait déjà l'institution caritative la plus importante du monde. Depuis lors, Warren E. Buffett, l'homme le plus riche de la planète (après Bill Gates), s'est engagé - en juin 2006 - à y ajouter progressivement près de 31 milliards de dollars, prélevés sur sa fortune personnelle. Sans même compter les dizaines de milliards de dollars supplémentaires promis par Gates, le capital dont dispose désormais la fondation est supérieur au produit intérieur brut de près des deux tiers des pays du monde. Comme la plupart des œuvres philanthropiques, la fondation consacre chaque année au moins 5 % de ses avoirs à des donations afin de bénéficier d'une exonération fiscale. En 2005, elle a ainsi distribué près de 1,4 milliard de dollars. Elle subventionne essentiellement des actions sanitaires, des initiatives visant à améliorer l'enseignement public aux Etats-Unis et des programmes d'aide sociale dans la région du Nord-Ouest Pacifique. Les 95 % restants sont investis. Ces placements sont gérés par Bill Gates Investments, une structure qui administre également la fortune personnelle du milliardaire. Selon Monica Harrington, responsable de la stratégie pour la fondation, les gestionnaires ont un seul objectif : « dégager une rentabilité capable d'assurer la pérennité du financement des programmes et des subventions ». Bill et Melinda Gates demandent à ces financiers de diversifier fortement leur portefeuille, mais ne leur donnent aucune directive particulière.

Organisations

JBIC

L'ouvrage

Annual Report 2006

Japan Bank for International Cooperation, 2007, 187 p. - Cote PJP.003

La mission de la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) est de soutenir, outre la promotion des exportations et des activités économiques du Japon, le développement économique et social ainsi que la stabilité des pays et régions en développement, et de contribuer à la stabilité de l'environnement économique du Japon. Ses opérations économiques outre mer, constituées pour la plupart de prêts concessionnels faisant partie de l'aide publique au développement du Japon, ont diminué en volume de 28,6 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse est imputable principalement aux retards pris dans les décisions gouvernementales relatives aux paquets d'aide à destination de la Chine et du Bangladesh. L'accent est mis sur les prêts destinés à l'Asie, un accroissement de l'aide à l'égard de l'Afrique, l'amélioration de la défense de l'environnement, la réduction de la pauvreté, la construction de la paix, la transparence de l'aide japonaise.

Le rapport web

Impact of Irrigation Infrastructure Development on Dynamics of Incomes and Poverty - Econometric Evidence Using Panel Data from Pakistan

Japan Bank for International Cooperation, 2007, 200 p.

Ce rapport résulte d'une étude visant à approfondir notre connaissance de la dynamique existant entre revenus et accès à l'irrigation. Elle avait pour but d'évaluer de manière précise l'impact de l'équipement en infrastructure en matière d'irrigation sur la pauvreté. L'étude s'appuie sur des enquêtes menées sur le terrain, sur la théorie économique et l'analyse économétrique. L'étude met l'accent sur trois aspects essentiels de la relation entre pauvreté et irrigation. Elle tente d'évaluer si l'équipement en infrastruc-

L'AGENDA

- 2-7 juillet 2007 – Francophonie, 4ème Session du Parlement français des jeunes, Libreville, Gabon
- 9 juillet 2007 - Instances de la francophonie (64ème session du Conseil permanent de la francophonie), OIF, France
- 17-19 juillet 2007 - Groupe intergouvernemental d'experts du droit et des politiques de la concurrence, CNUCED, Genève, Suisse
- 25-26 juillet 2007 - Conseil général de l'OMC, Genève, Suisse
- 9- juillet-10 août 2007 - Commission du droit international, 2ème partie, CDI, Genève, Suisse

tures d'irrigation a eu ou non un impact - et dans quelle mesure - sur les revenus des ménages ainsi que sur leur consommation.

L'article

Japan's New Initiatives for Africa

JBIC to-day, juillet 2007, pp. 7-10

Lors du Sommet Asie-Afrique tenu en avril 2005, le Japon a annoncé son intention de doubler le volume de son aide publique au développement (APD) à destination de l'Afrique au cours des trois années suivantes. A l'occasion du Sommet du G8 de Gleneagles la même année, ce pays a déclaré qu'il intensifierait son soutien à l'Afrique, arguant que la stabilité et la prospérité mondiale reposaient sur la capacité à trouver des solutions aux problèmes de ce continent. Le gouvernement japonais a encouragé ses entreprises à contribuer au développement économique de l'Afrique par le biais de l'investissement et du commerce. Conformément aux engagements pris par le Japon en 2005, la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) a lancé des initiatives destinées à promouvoir le développement, le commerce et l'investissement et lutter contre la pauvreté en Afrique. Cet article rend compte de ces différentes initiatives.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Achieving Turnaround in Fragile States

Rosser, A. ; Robinson, M. ; Kulipossa, F.P. ; Hugues, C., 2006, 78 p. - **Cote R3.143**

Cette étude examine les facteurs qui sont à l'origine des dernières évolutions constatées en matière de développement, et plus particulièrement des derniers résultats considérés sous l'angle du « retournement », notion introduite dans ce papier - dans cinq anciens Etats dits « fragiles » (Ouganda, Laos, Mozambique, Indonésie, Cambodge). L'étude étudie également les différents facteurs qui ont permis d'améliorer l'efficacité des interventions des bailleurs de fonds grâce à la promotion du « retournement » dans ces Etats fragiles. Enfin, l'étude s'intéresse aux implications possibles de ces dernières avancées pour la définition des politiques des bailleurs dans ces états fragiles.

Le rapport web

Rapport sur la coopération pour le développement

OCDE, 2007, 250 p.

Le Rapport sur la coopération pour le développement établi par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE retrace les tendances récentes de l'aide au développement et examine les perspectives d'accroissement de cette aide. Y sont par ailleurs prônés un renforcement des obligations de rendre compte au plan intérieur et le soutien de mécanismes propres à imposer de telles obligations au pouvoir exécutif dans les pays en développement. Y sont aussi présentés les premiers résultats de l'enquête effectuée pour obtenir des données de référence sur l'efficacité de l'aide, telle que mesurée par les indicateurs définis dans la Déclaration de Paris. Dans cet ouvrage, le lecteur trouvera des statistiques faisant autorité sur l'aide émanant des membres du CAD et d'un nombre croissant d'autres pays, une analyse de ces apports et un avis éclairé sur diverses grandes questions, par exemple celle de l'aide à l'appui du commerce. Y est également fourni un panorama des travaux du CAD.

L'AGENDA

- 4-5 juillet 2007 - Colloque international « Les nouveaux métiers de la coopération : de l'assistance technique à l'expertise internationale », HCCI/FCI, Paris, France
- 5-6 juillet 2007 - Sommet triennal du Pacte mondial, Genève, Suisse
- 9-11 juillet 2007 - Forum international « Migrations internationales et développement », Bruxelles, Belgique
- 17 juillet-19 juillet 2007 - ACP-Réunion des ministres de la santé-UE/ACP, Bruxelles, Belgique
- 7-8 septembre 2007 - Conférence sur le développement : les moteurs de la croissance dans les pays du sud (Development Conference : Southern Engines of Growth), WIDER, Helsinki, Finlande

L'article

Proliferation and Fragmentation : Transactions Costs and the Value of Aid

Acharya, A. ; Fuzzo de Lima, A.T. ; Moore, M., *Journal of Development Studies*, vol. 42, n° 1-21, 2006, **Cote ART.001**

Le problème de la multiplication du nombre de donateurs et des canaux de distribution de l'aide continue de s'aggraver. L'idée est largement répandue qu'en accroissant le coût des transactions directes ou indirectes, ce phénomène contribue à diminuer de manière significative la valeur de l'aide. Les auteurs se livrent à une analyse de ce phénomène en répertoriant les aspects néfastes de cette prolifération, élaborant un indicateur fiable du degré relatif de prolifération ou de concentration de l'aide des principaux bailleurs d'aide bilatérale, expliquant pourquoi certains bailleurs ont une propension à la prolifération plus accentuée que d'autres ; construisant un dispositif permettant d'évaluer dans quelle mesure les bénéficiaires souffrent du problème de la fragmentation des sources de leur aide ; démontrant en particulier que les pires donateurs sont susceptibles d'être précisément les fournisseurs des bénéficiaires qui souffrent le plus de ce phénomène de fragmentation.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Mondialisation : la grande rupture

Michalet, C.-A., 2007, 168 p. - Cote E3.169

L'impact de la mondialisation au niveau économique hante la presse, les discours politiques, les rapports officiels. Pourtant, son décryptage se fait à l'aide du vieil appareil inadapté de la théorie classique de l'économie internationale. Or, la mondialisation engendre une rupture qui déborde le cadre de la représentation courante des échanges. Cette rupture affecte les Etats-nations, les firmes, les institutions financières, les consommateurs, les salariés... Elle reflète le passage, en cours, d'une économie « internationale » à une économie globale, dominée par la dimension financière. Cette transition est analysée ici à plusieurs niveaux : délocalisations et emploi, transformation des échanges - de plus en plus intrabranches et intrafirmes -, « financiarisation » de la stratégie des investisseurs et nouvelle « corporate governance », renversement de la problématique de la dette internationale, affaiblissement du rôle économique des Etats-nations... L'impact de la mondialisation est un phénomène complexe comme l'est la mondialisation elle-même.

Le rapport web

Stratégie de l'ACDI sur le savoir au service du développement au moyen des technologies de l'information et des communications

Agence canadienne de développement international, 2006, 22 p.

Selon ce rapport, la volonté de l'ACDI est d'améliorer l'égalité d'accès à l'information économique et sociopolitique et la maîtrise de l'information dans les pays en développement, tout en renforçant la capacité d'en tirer parti. Ces informations peuvent contribuer à réduire la pauvreté en donnant aux individus et aux communautés la possibilité d'élargir leurs choix et d'accroître leurs sources de revenus. Elles peuvent avoir trait aux marchés financièrement viables et aux débouchés générateurs de revenus, aux services offerts par le gouvernement, aux questions de gouvernance,

aux soins de santé et à la prestation des services de santé, à la prévention et au traitement du VIH/sida, à l'éducation et aux programmes de développement des compétences.

L'article

Efficacité de l'aide internationale au développement : le point de vue d'un observateur du Sud

Ntep, R., Techniques financières et développement, n°86, mars 2007 - Cote ART.178

Selon l'auteur, l'aide internationale peine à démontrer qu'elle peut impulser le développement. Les conditions qui l'accompagnent n'ont guère contribué à améliorer la situation. Malgré la défaillance du système institutionnel et la corruption généralisée de celui-ci, le contrôle citoyen, seule conditionnalité qui aurait pu en garantir l'efficacité, a été ignoré. Pourtant, à travers leurs activités, les organisations citoyennes apportent chaque jour la preuve qu'elles sont à la hauteur de la tâche. Dès lors, toute réforme de l'aide devrait reposer sur deux piliers essentiels : la mise au centre de l'action citoyenne dans les activités du développement et la production de richesses. La production de richesse passe par le financement des PME/PMI qui constituent l'essentiel du tissu économique des pays en développement (PED). Cette mise au centre du contrôle citoyen au sein des activités du développement exige un renforcement des capacités des acteurs non étatiques ainsi qu'une révision des procédures d'accès au financement des bailleurs de fonds. En tout état de cause, l'APD n'est pas la panacée. Son utilisation doit permettre aux PED de pouvoir s'en passer dans un futur proche.

Au sommaire du prochain numéro

qui paraîtra début septembre

- DEFIS MONDIAUX : assainissement, puits de carbone

- GEOGRAPHIES : Maroc, Guyane

- ORGANISATIONS : IFRS, Presse Sud

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43